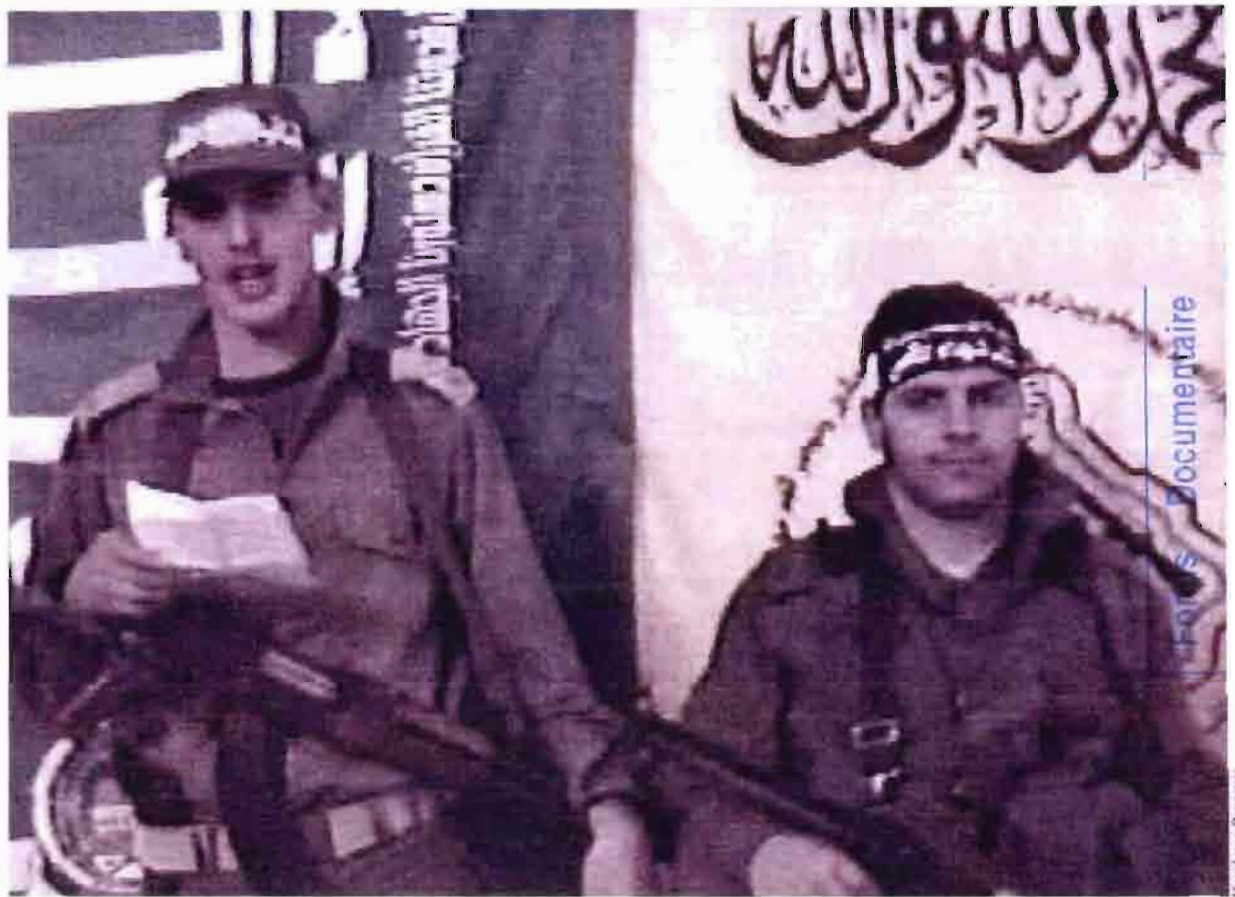


■ Deux kamikazes filmés peu avant de se faire exploser à Ashdod, le 14 mars 2004. L'attentat fera dix autres victimes.



LE TEMPS DES MARTYRS

Le premier attentat-suicide a été commis en 1993, peu avant les accords d'Oslo. Il y en a eu environ 150 depuis 2000. Avec les désillusions du processus de paix et la montée de l'islamisme, la figure du martyr a peu à peu remplacé celle du fedayin.

Pénélope Larzillière • Chargée de recherches à l'IRI

L'AUTEUR

Sociologue, chargée de recherches à l'Institut de recherche pour le développement, Pénélope Larzillière a publié *Être jeune en Palestine* (Balland, 2004). Cet article est inédit.

En avril 1993, à la fin de la première intifada¹ et quelques mois avant la signature des accords d'Oslo, un attentat-suicide est commis près de la colonie israélienne de Meholá, en Cisjordanie, par un combattant palestinien. L'attentat est revendiqué par le Hamas (cf. p. 87). Le mode d'action est connu : il a déjà été utilisé au Liban, notamment. Mais c'est la première fois qu'il apparaît dans l'histoire du conflit israélo-palestinien.

De 1993 à 1998, 37 attentats-suicides frappent Israël à l'instigation du Hamas ou du Jihad islamique, mouvement radical issu, comme le Hamas, d'une scission

ON
L'APPELLE
LA « BOMBE
ATOMIQUE »
DU
PAUVRE

des Frères musulmans (en 1980). Ces attentats sont généralement présentés comme des représailles à des actions israéliennes contre les Palestiniens (le

massacre par un colon israélien à la mosquée Ibrahim d'Hébron en 1994, la construction de la colonie de Har Homa, à Jérusalem-Est en 1997), ou à des attaques dirigées contre le mouvement islamiste (assassinat de « l'ingénieur » du Hamas, Yehia Ayache, en 1996). Le Hamas, opposé aux accords d'Oslo, cherche à conquérir une légitimité sur la scène politique en montrant qu'il dispose de militants prêts à tuer et à mourir pour défendre son idéologie et lutter contre l'occupation.

Dans un premier temps, cependant, la majorité de la population palestinienne est opposée à cette stratégie. Les Palestiniens veulent croire aux accords d'Oslo et à l'instauration de

TERRORISME

Hamas : le refus d'Israël

Il fut l'initiateur des attentats-suicides. Qu'est-ce que le Hamas ? Quels sont ses objectifs, son pouvoir ?

Les réponses d'Henry Laurens.

Le Hamas est un mouvement politico-religieux issu des Frères musulmans, apparu à la fin des années 1980, au moment de la première intifada, sous la direction du cheikh Ahmed Yassine. Politique, il récupère la totalité du programme originel de l'OLP des années 1960. Le Hamas prône donc la libération totale de toute la Palestine par le moyen de la lutte armée, ce qui implique le refus de toute négociation. Depuis les années 1990, il a utilisé massivement l'arme de l'attentat-suicide.

Religieux, il est un mouvement islamiste puritain qui considère que la loi islamique peut être la base des règlements de la vie en société, avec tout ce que cela signifie en termes de contrôle des mœurs. Il est favorable à la séparation des sexes, mais non opposé au travail ou aux études des femmes.

Le Hamas s'est posé *de facto* en rival de l'OLP qui, depuis 1974, est la seule organisation reconnue par les États arabes et par la communauté internationale pour représenter le peuple palestinien des Territoires occupés et de la diaspora. Dans les années 1990, Yasser Arafat a proposé aux dirigeants du Hamas de le faire entrer dans l'OLP (dominée par le Fatah depuis 1969), ils ont refusé et continuent de contester la représentativité de l'OLP.

Son premier soutien a été le mouvement des Frères musulmans jordaniens. Mais, dans les années 1990, les autorités jordaniennes ont expulsé le Hamas. La direction de l'extérieur, autour de Khaled Mechal, a été accueillie à Damas, en Syrie. Le mouvement bénéficie aujourd'hui d'un soutien syrien. La connexion avec le Hezbollah est aussi bien établie – elle conduit sans doute, directement ou indirectement, à l'Iran. Les armes transitent par l'Égypte : les Égyptiens ont depuis longtemps perdu le contrôle du nord du Sinaï, qui est traditionnellement une zone de trafics et de contrebande. Quant à l'argent, qui permet tout le travail caritatif du Hamas – les hôpitaux, les écoles –, il est collecté par différentes organisations caritatives islamiques, dans les pays du Golfe et ailleurs.

S'il est si puissant dans la bande de Gaza, c'est parce que celle-ci s'est trouvée sous administration égyptienne entre 1949 et 1967 et que les Frères musulmans y étaient alors bien implantés. Sur le terrain, il est réputé pour son honnêteté et son travail caritatif, face à un Fatah dont la corruption est devenue notoire.

Le Hamas, peu préparé à exercer le pouvoir, a été surpris par sa victoire électorale de janvier 2006. C'est l'un des problèmes qui se posent au sein de sa direction qui a du mal à mener une stratégie de longue durée. Ses cadres dirigeants sont régulièrement éliminés par les assassinats israéliens et des tensions opposent les plus pragmatiques et les plus radicaux (en exil en Syrie, autour de Khaled Mechal). Ils ont été obligés de se replier à Gaza, avec semble-t-il des divergences entre les politiques et les militaires qui ont poussé à la prise du pouvoir par crainte d'un coup de force conjoint du Fatah, des Israéliens et des Américains. Le problème fondamental du Hamas aujourd'hui est de savoir s'il doit maintenir sa posture radicale – lutte armée et libération totale de la Palestine – ou entamer à son tour une évolution politique telle que celle de l'OLP. Pour l'instant, il n'est pas question pour le Hamas de reconnaître ni la légitimité ni l'existence de l'État d'Israël. Les plus modérés proposent la possibilité d'une trêve de vingt, trente ou cinquante ans, si Israël évacuait la totalité des Territoires occupés depuis 1967 mais refuse de négocier avec Israël.

Henry Laurens

l'Autorité palestinienne. A l'intérieur même du mouvement islamiste, menacé par la double répression de l'Autorité palestinienne et d'Israël, des doutes s'installent sur une stratégie qui risque de diviser une communauté lasse de la violence et des privations. Aussi le Hamas se reconcentre rapidement sur l'orientation sociale et caritative qui était la sienne depuis ses débuts.

Toutefois, dès 1996, il est clair que les espoirs suscités par les accords d'Oslo ont été déçus (cf. Alain Dieckhoff, p. 76). L'Autorité palestinienne n'a pas su répondre aux attentes des Palestiniens. On lui reproche son manque d'autonomie et un mode de gestion corrompu et inefficace. On l'accuse aussi de n'être que le bras armé d'Israël (pour sa coopération en matière de sécurité). La situation économique dans les Territoires palestiniens s'effondre, largement aggravée par la multiplication des blocus israéliens. De 1992 à 1996, le PNB palestinien diminue de plus d'un tiers¹. Et l'après-Oslo n'a pas conduit à une amélioration des possibilités de circulation. Tout au contraire, le territoire est de plus en plus morcelé, contrôles et check-points sont multipliés. Dans le même temps, la colonisation israélienne dans les Territoires palestiniens s'intensifie (augmentation de 62 % des unités d'habitation entre 1994 et 2001²).

Dans ce contexte, le projet islamiste trouve une nouvelle audience. Contre la corruption et l'impuissance, le Hamas prône l'égalité, la justice et le respect des droits, la moralisation de la vie publique dans le cadre d'un État islamique. Contre Israël, il prône la reprise de la lutte avec de nouveaux moyens. La faillite des accords d'Oslo remet en cause aux yeux des Palestiniens la voie de la diplomatie et les négociations. Quant aux manifestations massives, grèves, boycott des produits israéliens, qui ont marqué la première intifada, ils ne paraissent plus suffisants. Lors des tout premiers mois de la seconde intifada, en 2000, les associations qui tentent de relancer de telles actions ne réussissent plus à mobiliser.

Dans le discours islamiste, la lutte contre Israël prend alors une dimension eschatologique. La victoire est mesurée

NOTES

¹ Cf. lexique, p. 94.

² U. Anthony Cordesman, *Peace and War: Israel versus the Palestinians*, Washington, CSIS, 2001, p. 61.

³ Peace Now, *Settlement Watch Report*, octobre 2001, www.peacenow.org.

dans un horizon temporel religieux qui n'a plus rien à voir avec le temps du politique ou avec celui d'une vie. Face à un quotidien de plus en plus difficile, où il devient quasiment impossible de se projeter dans l'avenir, même le plus proche, où nombre d'entre eux partent au travail chaque matin sans être sûrs d'arriver à destination, l'horizon du moyen terme, celui de la planification et de la stratégie, disparaît.

Seuls subsistent alors le très court terme (l'immédiat) et le très long terme (la Fin des temps). L'attentat-suicide s'inscrit précisément à ces deux niveaux. Sur le très court terme, il représente une sorte de « joker », qui rend vulnérable un ennemi

normalement inaccessible et permet la vengeance. Les auteurs d'attentats-suicides mentionnent souvent nommément dans leurs testaments les personnes dont ils veulent venger la mort. Les partisans du Hamas parlent de « bombe atomique » du pauvre.

Sur le très long terme, l'attentat-suicide, appelé « opération martyr » par ses militants, rattache la lutte à l'horizon eschatologique, à travers la figure du martyr (*shahid*). L'échec actuel est ainsi transformé en victoire inéluctable. Dans un contexte de pessimisme grandissant sur l'avenir, cette figure de « martyr » a peu à peu remplacé les figures combattantes nationales précédentes : les fedayins des années 1970, puis les *chebab*, les jeunes lanceurs de pierres de la première intifada.

Stratégie spécifique réservée aux organisations islamistes et qui se heurtait à l'hostilité majoritaire de la population, l'attentat-suicide est devenu peu à peu, lors de la seconde intifada, un des modes d'action principaux, repris par d'autres organisations comme les Brigades des martyrs d'Al-Aqsa (mouvement Fatah) et le FPLP³. Entre 2000 et 2008, on en compte environ 150.

Le profil des auteurs d'attentat-suicide change et se diversifie. Les candidats au martyr sont en majorité des



■ 23 novembre 2006 : Fatima al-Nejar, 57 ans, candidate à l'attentat-suicide, photographiée par le service média du Hamas.

hommes, jeunes, cadets, célibataires et issus de camps de réfugiés – mais pas les plus pauvres. Cependant il y a aussi des pères de famille, des personnes plus âgées et des femmes (on en compte dix jusqu'à aujourd'hui, pour la plupart étudiantes) : le premier cas de femme kamikaze était une infirmière de 28 ans, en janvier 2002, à Jérusalem. Ce ne sont pas forcément des militants engagés. Il est aujourd'hui impossible d'identifier une catégorie spécifique. La « préparation » devient minimale. Un à trois jours suffisent pendant lesquels le candidat n'est pas isolé de son entourage (contrairement à ce qui se passe dans d'autres contextes).

La diversification du recrutement signale que les attentats-suicides reçoivent un soutien plus large que dans les années 1990. Il ne faudrait pas cependant le surestimer. Aujourd'hui, la mobilisation de la population, avant tout préoccupée de sa survie au quotidien, est très limitée, contrairement à l'époque de la première intifada. En juin 2002, une pétition d'intellectuels et hommes politiques palestiniens contre les attentats-suicides soulignait que, si l'essentiel des victimes du conflit étaient civiles du côté palestinien (argument souvent utilisé par les islamistes pour justifier leurs actions),

le fait même de commettre de tels actes poussait à une guerre existentielle et ne transformait en rien la situation des Palestiniens. Et la plupart des Palestiniens pensent que les attentats-suicides ne permettront pas de renverser le rapport de force ni d'obtenir la création d'un État palestinien.

Paradoxalement, alors même qu'il est l'instigateur des premiers attentats-suicides, le Hamas décrète en février 2005 une trêve unilatérale. Les attentats-suicides suivants sont le fait des Brigades des martyrs d'Al-Aqsa ou du Jihad islamique. Le Hamas a en effet opéré un tournant stratégique. Il a décidé de participer aux institutions palestiniennes

issues d'Oslo, ce qu'il avait toujours refusé jusqu'alors, et s'est présenté aux élections municipales de 2004 et 2005.

Fort de son expérience positive de gestion dans les villes gagnées, il remporte les élections législatives de janvier 2006. Mais face au boycott de la communauté internationale et à l'obstruction systématique du Fatah, qui refuse l'alternance du pouvoir, le mouvement élu se trouve rapidement dans l'incapacité de gouverner. La bande de Gaza, où il a créé ses propres forces de sécurité et d'où partent des tirs de roquettes en direction d'Israël, est entièrement bouclée par l'armée israélienne et subit des attaques régulières, tandis qu'y sévit une véritable crise humanitaire.

Le 4 février 2008, le Hamas revendique un double attentat-suicide en Israël (également revendiqué par les Brigades des martyrs d'Al-Aqsa). Le 6 mars, une autre attaque a lieu à Jérusalem (elle n'est pas officiellement revendiquée par le Hamas). Il reste à savoir s'il s'agit d'une action ponctuelle ou d'un nouveau tournant stratégique pour le mouvement, qui utilise la violence sacrificielle comme arme et comme instrument de légitimation dans le cadre d'un conflit asymétrique. ■

NOTE

3. Le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP), d'obédience communiste et panarabe, a été fondé en 1967 par Georges H. d. en 2008.

Larzillière Pénélope. (2008)

Le temps des martyrs

In : Winock M. (ed.) Israël-Palestine

Les Collections de l'Histoire, (39), 86-88. ISSN 1276-4183